



Durant le premier trimestre 2017, le coût moyen du panier alimentaire national a légèrement baissé par rapport au trimestre précédent, ceci tant en terme réel que nominal. La baisse enregistrée n'a pas été toutefois significative pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages, en ce qui se rapporte aux produits alimentaires composant le panier. En effet, à part le riz importé et le riz local dont les prix respectifs se sont montrés fermes et en légères hausses et de ceux des haricots en nette augmentation, les autres produits, notamment importés (maïs, farine de blé, l'huile et le sucre) et le maïs local, s'affichent à la baisse, et de façon significative au mois de mars. Cependant, le coût reste trop élevé et, en glissement annuel, le panier coûte beaucoup plus cher durant le premier trimestre 2017 qu'à celui de 2016.

La campagne d'hiver 2016/2017 a été ratée dans la plupart des régions. Une réduction des surfaces cultivées a été observée, conduisant à une diminution de la production agricole dans beaucoup d'endroits, à l'exception du Nord-Ouest, les montagnes humides du Sud-est et de l'Ouest, où du maïs, du haricot et des maraichers ont pu être récoltés. Concernant la grande campagne de printemps, les activités de préparation de sols se sont déroulées ainsi que l'acquisition ou l'achat des semences en prévision des pluies saisonnières. Par rapport aux deux années précédentes, les conditions climatiques sont jusque là favorables pour un bon début de campagne de printemps, bien que dans le Sud, suite aux averses, des inondations ont entraîné la destruction de quelques plantations de haricots notamment. Selon les prévisions basées, entre autres, sur les carte NDVI, il y a lieu d'espérer une production agricole autour de la moyenne. D'autres facteurs, tels qu'une éventuelle résurgence du phénomène climatique "el niño" ainsi que les difficultés rencontrées au lancement de cette campagne dans les départements autres que le grand Sud, font craindre une campagne très peu réussie, sur laquelle on fait miser l'amélioration des conditions de disponibilité et d'accès dans le pays, particulièrement dans les zones touchées par Matthew.

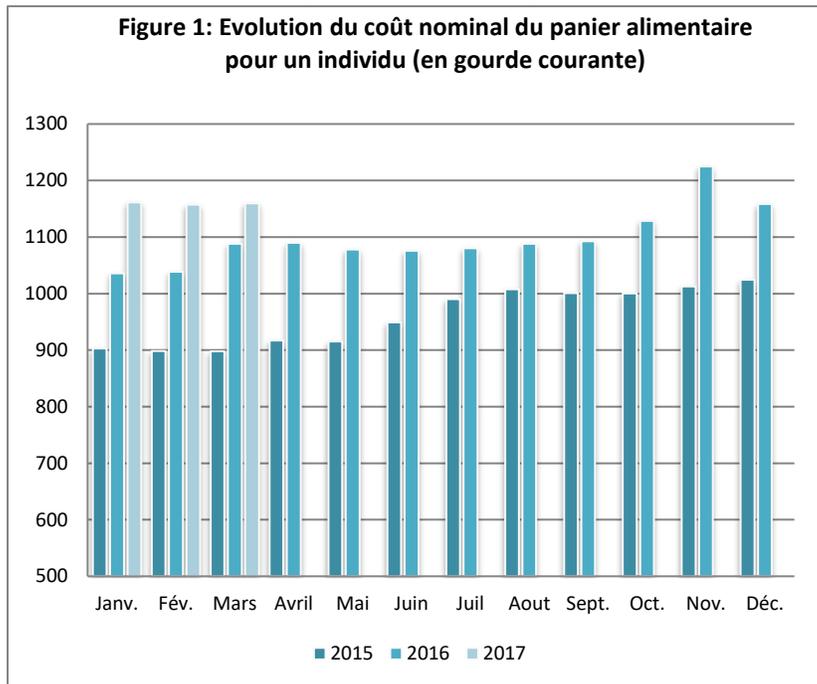
Les ménages font actuellement face à la période de soudure qui s'étend d'ordinaire d'avril à juin. Donc jusqu'à la prochaine récolte de printemps. Entre temps, dans la grande majorité des régions, l'approvisionnement des marchés est assuré, pour la plupart, par des produits alimentaires importés, avec quelques rares denrées locales en particulier les maraichers. Quant aux prix des produits alimentaires importés (le riz en particulier), entre février et septembre, ils resteraient stables et proches des niveaux actuels, dans l'éventualité d'une relative stabilité du taux de change et de la performance des récoltes dans les grands pays producteurs. Pour les produits locaux tels que le maïs et le haricot, il est probable que l'augmentation de l'offre, avec les récoltes en juin/juillet, en fasse chuter les prix. Mais ils resteront quand même au-dessus de leur niveau de 2016. Le prix du panier alimentaire (avril-juin) pourra alors se montrer stable jusqu'aux prochaines récoltes puis diminuer à la faveur de ces récoltes en juillet/août.

Selon nos dernières estimations, plus de 30 pourcent de la population se trouvent en phase de crise ou d'urgence au niveau des différents départements du pays. Ces niveaux d'insécurité alimentaire sont le résultat, d'une part de la sécheresse sévère de 2015 et de l'ouragan Matthew, qui ont eu des effets dévastateurs sur l'agriculture et, d'autre part, d'un accès économique sévèrement limité à la nourriture. L'analyse IPC réalisée au début de l'année 2017 a révélé que la plupart des ménages dont en phase de stress dans les zones non ou peu affectées par l'ouragan (Cartes IPC, CNSA et Partenaires, février 2017). En revanche, dans celles fortement touchées, ils se retrouvent, pour la plupart, en phase 3 avec une forte probabilité d'atteindre la phase 4 en dehors d'interventions appropriées. L'enquête EFSA¹, réalisée en janvier et février derniers, a attesté une telle situation.

¹EFSA: Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence.

Evolution du coût réel et nominal du panier alimentaire

A partir d'octobre et surtout en novembre dernier, des hausses significatives ont été enregistrées au niveau du coût du panier alimentaire, ceci tant du point de vue réel que nominal. Un net fléchissement a été toutefois observé en décembre. Cette



tendance a été maintenue au cours du premier trimestre 2017 (janvier-mars), bien que de manière moins importante.

En termes réels, le coût moyen du panier alimentaire a baissé d'environ 1 pourcent en janvier par rapport à décembre, passant de 464 gourdes à près de 462 gourdes, puis à 456 gourdes environ (baisse de 1.4 pourcent) en février et mars. Pour le premier trimestre, le coût réel du panier s'est situé autour de 458 gourdes, soit 2290 gourdes pour une famille de 5 personnes, contre 475.66 (2378.3 gourdes) en octobre-décembre 2016. Ce qui représente une baisse approximative de 4 pour cent en moyenne. En glissement annuel, la baisse est quelque peu plus importante, avec une diminution de 3.3 pourcent, le coût moyen du panier ayant été de 473.3 gourdes (2366.5 gourdes) en janvier-mars 2016.

En termes nominaux (figure 1), la situation a évolué différemment: les variations mensuelles sont minimales (moins que 0.5 pourcent en moyenne) avec une légère baisse en février (-0.35 pourcent) suivie d'une petite hausse (0.2 pourcent) en mars. Le coût nominal du panier s'est maintenu autour d'une moyenne de 1159.5 gourdes, soit l'équivalent de 5797.5 gourdes par famille durant le premier trimestre. Il faut néanmoins noter une légère baisse (-1 pourcent) par rapport au trimestre octobre-décembre 2016, bien qu'en glissement annuel le coût nominal du panier a augmenté de 9.5 pourcent avec des hausses de plus de 10 et 11 pourcent respectivement entre janvier et février 2016/2017. Signe indicateur d'un panier en cre moins accessible que l'année dernière.

Ainsi, bien que les prix de la plupart des produits composant le panier restent relativement stables, leur niveau élevé constitue un goulot à l'amélioration de l'accès aux aliments. La tendance des prix des produits alimentaires, locaux et importés, sur les différents marchés de consommation, suivis dans le cadre de l'analyse de la sécurité alimentaire en Haïti, peut expliquer le comportement du coût du panier alimentaire durant la période considérée.

-Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché local

La plupart des prix restent fermes quand ils ne diminuent, ceci même par rapport à l'année dernière (**voir graphiques en annexe**). Pour les produits locaux par exemple, certains prix sont stables avec de légères variations, d'autres sont en hausse. Le riz local, en particulier la variété TCS, se montre stable depuis la hausse d'octobre 2016, suivie de légères baisses à partir de janvier. Présentement son prix moyen est proche de 26 gourdes la livre. Mais ce produit est plus de 4 pourcent plus cher que l'année dernière à la même période.

Les prix des autres produits comme le haricot et le maïs néanmoins enregistrent quelques hausses. Le haricot (rouge) depuis la hausse initiée en décembre, se vend à plus de 62 gourdes la livre sur les différents marchés. Malgré tout, son prix est en-dessous de celui observé en 2016 (près de 4 pourcent en moyenne). Le haricot noir accuse la même tendance, mais beaucoup moins importante et son prix moyen par livre ne dépasse pas 60 gourdes. Le prix moyen du maïs a augmenté à partir de janvier. En moyenne la livre de cette céréale est offerte à plus de 17 gourdes et légèrement au-dessus du prix de l'année antérieure sauf en mars.

Quant aux produits alimentaires importés, depuis le mois d'octobre, le prix du riz, toutes variétés confondues, augmente en moyenne d'environ 4 pourcent. Les baisses observées en décembre et janvier n'ont pas été capables d'inverser la tendance, au point qu'à partir de février, le prix s'est remis à croître. Actuellement, il faut plus de 25 gourdes pour accéder à une livre de riz importé et même plus pour certaines variétés comme riz Méga et riz Boule, contre moins de 24 gourdes en janvier-mars 2016. En outre, fait surprenant, c'est que d'ordinaire un important différentiel de prix s'observe entre le riz local (tcs) et le riz importé, ce dernier se vendant à meilleur marché que le premier. Présentement, les deux prix sont quasi identiques l'écart s'étant réduit de plus en plus.

Ce constat semble résulter du niveau de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain, dépréciation qui se répercute aussi sur les prix des produits importés. En fait, une telle situation, bien que conjoncturelle, peut s'avérer bénéfique aux producteurs locaux, dans la mesure qu'ils puissent satisfaire la demande du marché pour en tirer les avantages comparatifs. Quant aux autres produits, comme le sucre, l'huile de cuisine, la farine, etc., une tendance presque similaire a été observée durant la période à l'étude.

-Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché international

Le comportement des prix sur le marché local suit la tendance des prix au niveau du marché mondial et du taux de change du dollar par rapport à la gourde. Depuis quelques temps, une certaine surchauffe a été observée dans les prix des produits alimentaires au niveau international. Cette situation concerne presque tous les produits dont en particulier les céréales, le sucre, l'huile de cuisine. Ainsi l'indice FAO² des prix a enregistré des variations significatives de novembre à janvier et jusqu'à février pour certains produits. En effet, les prix mondiaux des céréaliers sont en hausse depuis décembre, ceci jusqu'au mois de février. Ils ont varié de plus de 3 pourcent en janvier par rapport à décembre et de 2.5 pourcent en février.

Cela est imputable à l'augmentation des prix du blé et du maïs alors que "les cours du riz n'ont guère varié, restant néanmoins fermes" au fort même des performances avérées des récoltes dans les zones de production. Durant le mois de mars, en revanche, hormis les prix du riz ayant enregistré de légères hausses, ceux du blé ont baissé à la faveur de "l'amélioration des conditions météorologiques dans les principales régions productrices". Un repli des cours du maïs a été aussi observé, principalement en raison de "l'abondance des récoltes récentes en Amérique du Sud, ce qui a eu pour effet d'intensifier la concurrence à l'exportation, les quantités à exporter étant importantes et aucune évolution à la hausse notable n'étant observée dans la demande d'importation". Cette tendance a induit une baisse de 1.8 pour cent en mars du cours mondial de l'ensemble des produits céréaliers, alors que celui du riz n'a bougé d'un cran. Ainsi, pour le premier trimestre 2017, les prix des céréales ont légèrement varié, soit de 1.32 pourcent en moyenne sur le marché international.

Suivant les prévisions de la FAO pour 2017, la situation de l'offre et de la demande mondiale de céréales restera globalement favorable. L'amélioration des perspectives concernant le blé, le maïs et le riz permet d'anticiper pour les prochains mois un recul des prix du riz et de manière plus significative ceux du blé et du maïs.

² FAO, Indice des Prix des produits alimentaires, mars 2017.

Par ailleurs, le prix du sucre maintient sa descente jusqu'à décembre. Après une importante hausse en Janvier (près de 10 pourcent), il a repris sa tendance baissière en février, ce de manière significative en mars (près de 11 pourcent). Quant au prix de l'huile comestible, après la forte augmentation de novembre à janvier, il est en baisse pour le deuxième mois consécutif, soit respectivement de 4.8 et 6.2 pourcent en février et mars 2017.

Bien qu'en glissement annuel le niveau des prix des produits alimentaires s'est révélé plus élevé durant le premier trimestre 2017 par rapport à celui du premier trimestre 2016, tout semble indiquer que la tendance actuellement observée va se maintenir pour les mois à venir, en raison des conditions de production, de stockage et de commercialisation favorables au niveau du marché mondial de produits alimentaires.

Au niveau local, compte tenu de la dépréciation significative de la gourde par rapport au dollar américain, les prix des produits alimentaires importés ne reflètent pas tout à fait la tendance observée sur le marché international. Les mesures en cours, en

particulier l'injection de 120 millions de dollars sur le marché des changes, en vue de réduire la pression sur le dollar américain, permet d'obtenir une certaine stabilité à court terme. Cependant la remontée de la monnaie nationale par rapport au billet vert prendrait du temps en raison des facteurs structurels non encore adressés convenablement et des goulots d'ordre macroéconomique (politique monétaire et fiscale, balance commerciale, etc.).

-La situation au niveau des marchés régionaux

Par rapport au trimestre précédent (figure 3), le coût du panier a baissé sur trois des dix marchés suivis, en particulier ceux de la Croix des Bossales (-4.54 pourcent). Il a augmenté sur les autres marchés, notamment ceux des Cayes (6.53 pourcent), de Fond des Nègres (2.9 pourcent) et de Jacmel (2.33 pourcent).

En comparaison à l'année dernière, le panier s'est montré beaucoup moins accessible sur l'ensemble des marchés. Il l'est davantage à la Croix des Bossales où il s'échange à près de 15 pourcent de plus qu'au premier trimestre 2016. Il est respectivement de 10.9 et 10.07 pourcent sur ceux du Cap Haïtien et des cayes, tandis qu'à Port-de-Paix et Jérémie la variation annuelle est de 9.55 pourcent et 7.7 pourcent. Le marché de Hinche (Plateau Central) est le seul à enregistré une très faible variation, soit de 0.03 pourcent en moyenne.

-Situation agricole et de la disponibilité alimentaire locale

Dans le cas d'une année normale, la période couverte par ce rapport devrait coïncider à deux événements majeurs : les récoltes de la campagne d'hiver (janvier/février) et les opérations se rapportant au lancement de la grande campagne agricole de printemps (mars/avril).

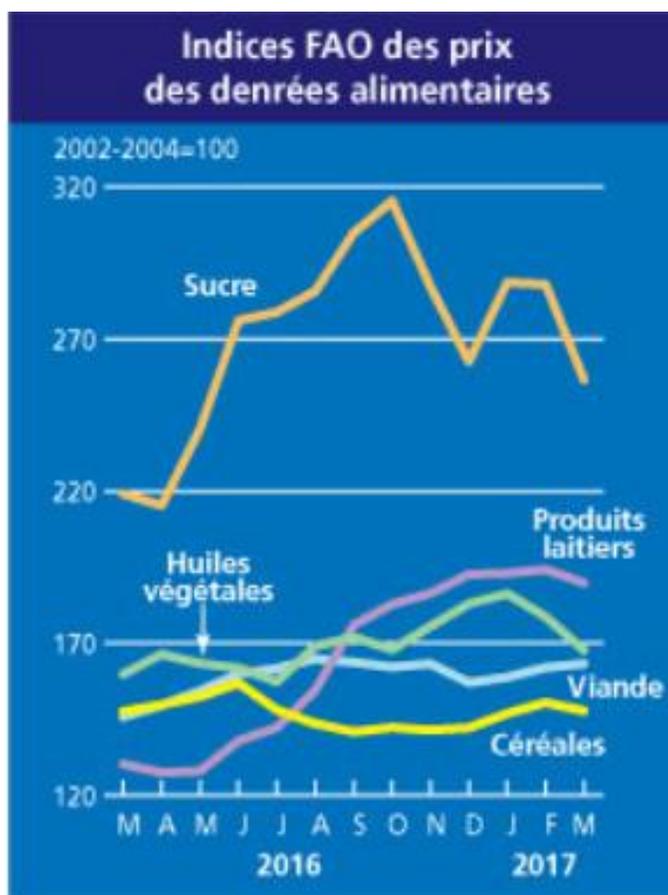
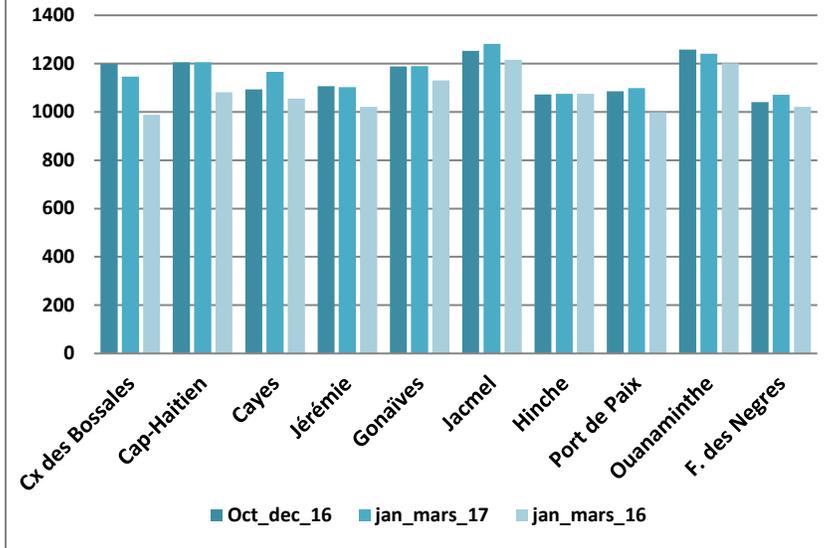


Figure 3: Coût nominal du panier alimentaire par marché des grandes villes du pays



La campagne d'hiver a été ratée dans la plupart des régions, en raison d'une sécheresse qui a suivi le passage de l'ouragan Matthew et aussi du manque d'accès aux intrants particulièrement dans le grand Sud. Une réduction des surfaces cultivées a été observée, conduisant à une diminution de la production agricole à travers le pays. Par contre, dans le département du Nord-Ouest, du haricot, du pois de souche et du maïs, ont été récoltés. Dans les montagnes humides de la péninsule du Sud, le haricot est également récolté. Tandis que dans les montagnes humides de l'Ouest et du Sud-Est, dans les zones maraichères en particulier, les cultures de rente telles que les légumes, le chou, les poivrons, le poireau, et les carottes sont récoltées. Si peu qu'elles soient, les récoltes améliorent la disponibilité, mais certainement pas pour longtemps pour parvenir à influencer sur les prix, vue que l'on est en période de soudure (avril/juin).

Concernant la grande campagne de printemps, les activités agricoles, jusqu'ici, se limitaient à la préparation de sols et à l'acquisition ou l'achat de semences avant le début des pluies saisonnières du printemps. La plupart des ménages agricoles, auraient dû commencer à ensemercer leurs champs dès le mois de mars, sous l'effet d'une bonne pluviométrie, avec des averses plus ou moins bien réparties à travers les départements (sauf le Nord).

Dans le cadre de cette campagne, le Ministère de l'Agriculture a procédé, avec un peu de retard, à la distribution d'environ 25 mille tonnes de semences, dont près de 52 pourcent sont distribués dans le grand Sud. D'autres organismes internationaux comme le IICA, la FAO, Caritas et CRS ont apporté aussi leur appui, aussi beaucoup plus concentré dans la presqu'île du Sud. Cependant, devant l'énormité des besoins, les distributions ont été insuffisantes ; ce qui a conduit certains ménages à s'approvisionner sur le marché, à des prix peu abordables.

En fait, malgré quelques pertes agricoles majeures observées dans le Sud, suite aux averses enregistrées au cours de la semaine allant 21 au 24 avril, les conditions climatiques sont jusque là favorables pour un bon début de campagne de printemps. Les prévisions basées sur les cartes NDVI, entre autres, ont même annoncé une production agricole autour de la moyenne. Moyennant que, chemin faisant, le phénomène "el niño ne vienne contrarier le développement normal des plantations. On craint aussi que les contraintes et difficultés, rencontrées lors du lancement de cette campagne dans les départements autres que le grand Sud, n'hypothèquent pas la pleine réussite de la campagne sur laquelle on mise beaucoup en vue de l'amélioration des conditions de disponibilité et d'accès dans le pays, particulièrement dans les zones touchées par Matthew.

Perspective des prix alimentaires et de sécurité alimentaire pour les prochains mois

- **Disponibilité alimentaire** : Les ménages font actuellement face à la période de soudure s'étendant d'avril à juin, donc jusqu'à la prochaine récolte de printemps. Entre temps, dans la grande majorité des régions, l'approvisionnement des marchés est assuré, pour la plupart, par des produits alimentaires importés, avec quelques rares denrées locales, en particulier les maraichers. Cette situation pourrait se renverser à la faveur de la performance de la saison printanière. Les prévisions annoncent une production moyenne cette année (perspective février juillet, CNSA/Fewsnet).
- **Prix des aliments** : Entre février et septembre, il est probable que les prix des denrées alimentaires de base importées, surtout le riz, restent stables et proches des niveaux actuels, dans la perspective d'une relative stabilité du taux de change et des récoltes performantes dans les pays producteurs. Pour les produits locaux tels que le maïs et le haricot,

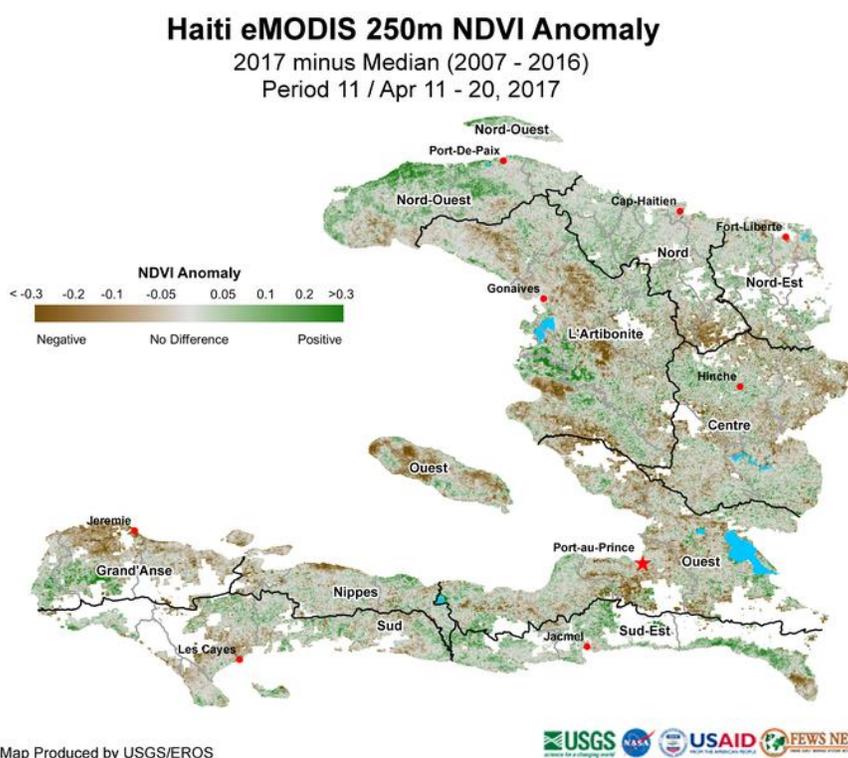
il est probable que l'augmentation de l'offre, avec les récoltes de juin/juillet, fasse chuter leurs prix. Mais ils resteront quand même au-dessus de leur niveau de 2016. Le coût d'accès au panier alimentaire restera stable jusqu'aux prochaines récoltes puis diminuera à la faveur de ces récoltes en juillet/août.

- **Sécurité alimentaire:** Selon nos dernières estimations, plus de 30 pourcent de la population se trouvent en phase de crise ou d'urgence au niveau des différents départements du pays. Ces niveaux d'insécurité alimentaire sont le résultat d'une part de la sécheresse sévère de 2015 et de l'ouragan Matthew, qui ont eu tous deux des effets dévastateurs sur l'agriculture et d'autre part d'un accès économique sévèrement limité à la nourriture. L'analyse IPC réalisée au début de l'année 2017 a révélé que:
 - les départements les plus touchés par l'ouragan Matthew (Grand-Anse, Sud) sont en phase de crise (phase 3) en dépit de l'aide humanitaire fournie aux populations de ces départements. Sans l'assistance humanitaire, ces départements auraient été vraisemblablement en phase 4.
 - D'autres départements (Nippes, Sud-Est, Haut Artibonite, Nord-Est et Nord-Ouest) moins ou pas affectés par l'ouragan Mathieu, sont également classés en phase 3 de l'IPC en raison des effets de la sécheresse et/ou de l'ouragan.

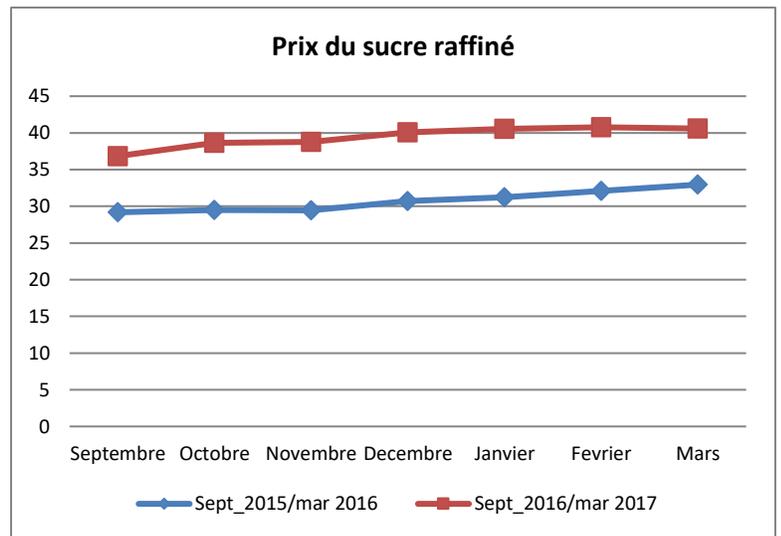
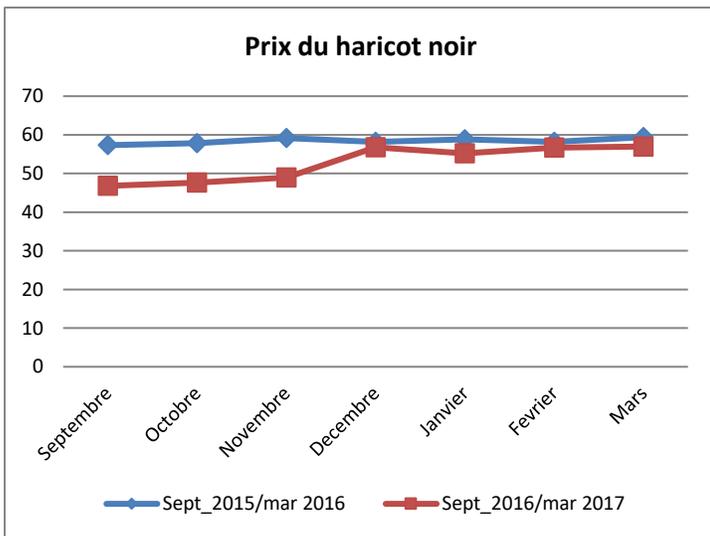
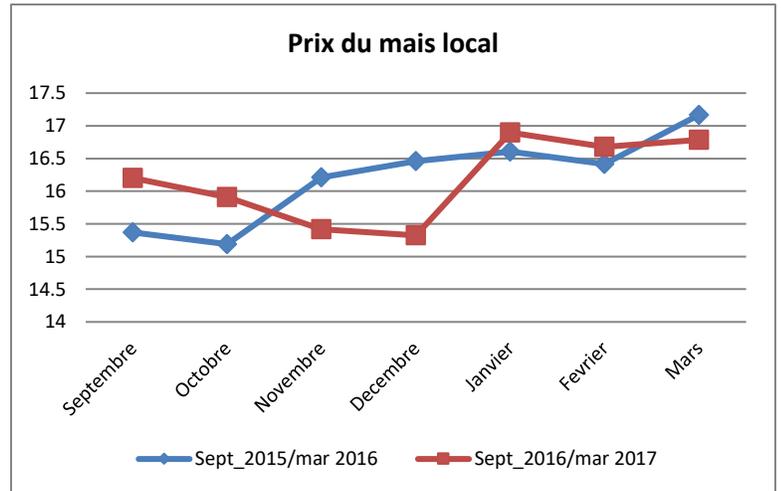
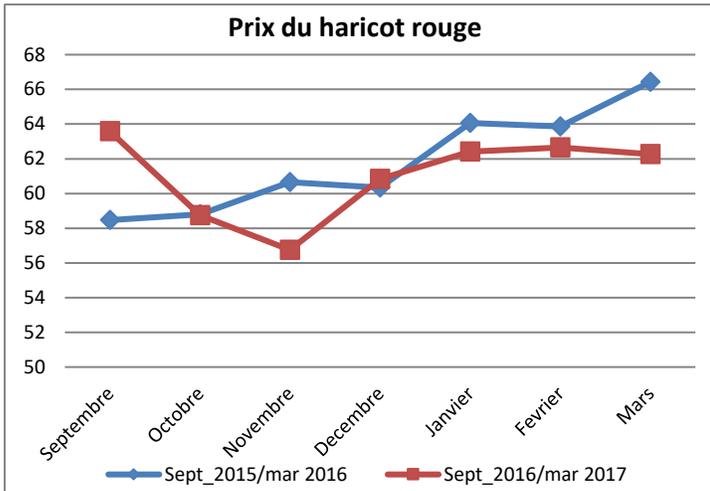
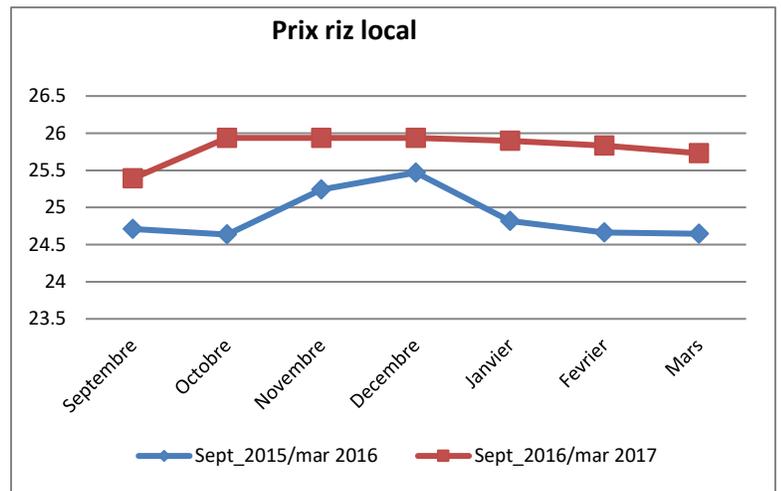
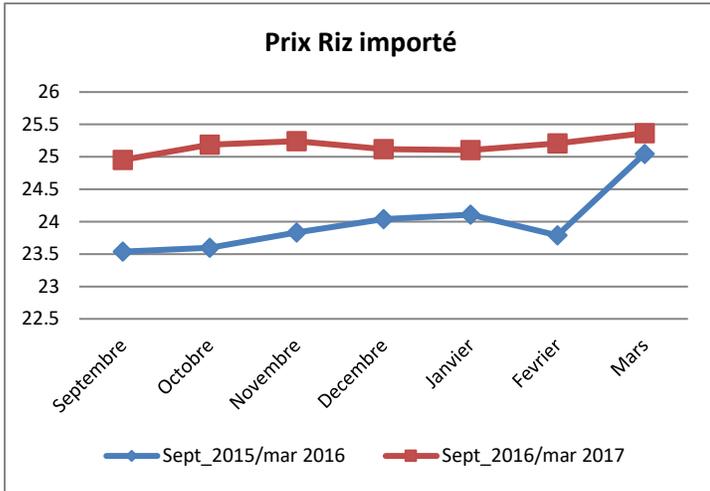
La situation de sécurité alimentaire devrait continuer à se détériorer jusqu'aux prochaines récoltes de la campagne agricole en cours.

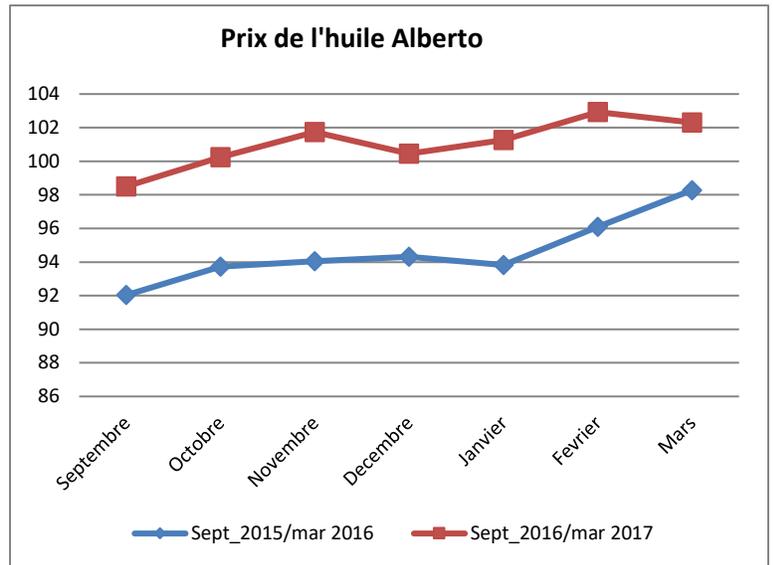
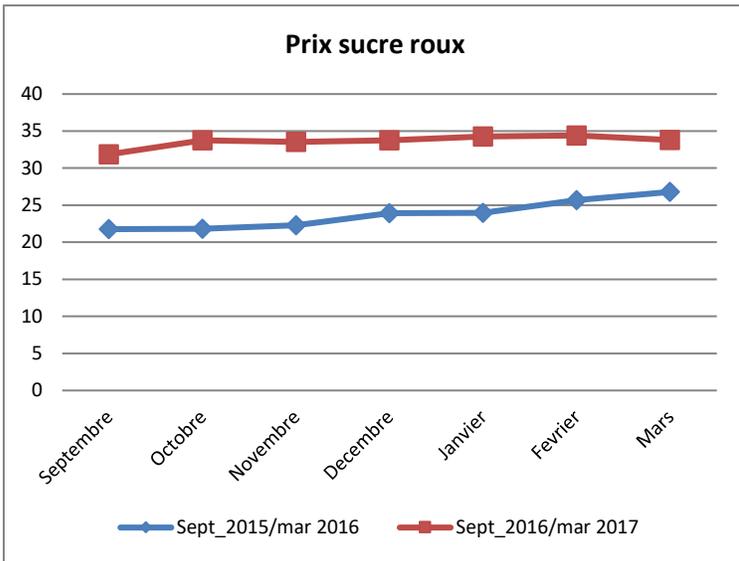
Si les conditions climatiques actuelles semblent être assez favorables au bon déroulement de la présente campagne comme le montre la carte de végétation ci-contre, le manque d'accès aux semences sur la majorité des départements semble être une contrainte majeure à une bonne performance de la campagne.

De plus, la probabilité pour qu'on ait à nouveau à faire face à «el Niño» pendant la période de juin/août, à la fin de la période de croissance végétative et au début de la récolte, a dépassé 60 pourcent en mars. Selon les prévisions de la NOAA et d'IRI, de Janvier à Mars 2017, on se trouve à la phase «Neutre» (conditions d'humidité légèrement déficitaires ou excédentaires), le phénomène «el niño» devrait lentement se renforcer pour réapparaître entre Mai et Août 2017. Cette phase entrainerait une prédominance de conditions d'humidité déficitaires et contribuera à diminuer d'avantage les espérances de récolte des ménages.



Annexe des figures





Ce bulletin spécial est réalisé avec l'appui des Organismes suivants:



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic Research Service or those of the U.S. Dept. of Agriculture, USAID, or the U.S. Government.